

4

Les jeunes et les représentations des enjeux géo-stratégiques de l'Afrique à l'ère de la mondialisation. Cas des étudiants congolais de Lubumbashi, RD Congo

Ngoie Tshibambe

« Pas de représentation neutre, ni d'expression neutralisée »

(Marion 1995:355)

« Ce ne sont pas les actes, ce sont les mots qui sont le moteur du monde »

(Hein 1997:52)

Introduction

Lorsque l'Organisation de l'unité africaine lance le Plan d'Action de Lagos en 1980, les rédacteurs de cette stratégie africaine de développement entrouvrent une boîte de dialogue qui pose l'importance de la mise à contribution de l'enseignement de manière à populariser ce Plan auprès des populations africaines. Cette nécessité d'« une pédagogie de l'unité africaine », à l'évidence, incontournable, était suggérée par des experts africains, invités à titre personnel par le Secrétariat de l'OUA au Colloque de Monrovia sur les perspectives du développement de l'Afrique à l'horizon 2000. Selon ces experts, cette « nouvelle pédagogie » devait conduire ainsi à trois mesures concrètes, notamment

la création d'un Marché commun africain, le renforcement des dispositions favorisant la libre circulation des personnes et des biens sur le continent africain, en commençant par la décision symbolique de la suppression des visas entre pays africains, et l'éducation de l'opinion publique africaine à l'unité de l'Afrique afin que l'idée ne soit pas appréhendée au niveau des responsables seulement (Ntumba 1994:155-156).

Dans l'opinion publique susmentionnée, une place de choix est réservée à la jeunesse africaine, « ce fer de lance de la Nation », pour qu'elle soit socialisée aux vertus et aspirations de cette utopie créatrice dont l'écriture ne cesse de bousculer les Africains en quête de « la construction imaginaire d'un avenir idéal » (Barrea 1986 :70). Dans son projet de la renaissance africaine qu'il fait reposer sur « le panafricanisme rationalisé », Kodjo (1985:11, 245) repose constamment son espérance sur la jeunesse africaine pour « imposer l'Afrique aux autres ».

Si Decraene (1980) a, à juste titre, intitulé un de ses ouvrages *Vieille Afrique, Jeunes Nations*, nous pouvons également, en nous autorisant quelques déplacements des mots, évoquer l'Afrique des vieux dirigeants d'aujourd'hui qui sera celle des États des jeunes dirigeants de demain ! Le renouvellement de la classe dirigeante en Afrique est en œuvre et il n'y a pas de doute que « la génération des indépendances » (Mbembe 1985:7) soit appelée à occuper des hautes fonctions politiques dans les pays africains demain et après-demain.

C'est cette importance de la jeunesse comme catégorie sociale appelée à assurer la relève dans la conduite des destinées de l'Afrique de demain qui nous amène à faire une lecture africaine de soi en explorant la conscience sociale des étudiants en rapport avec la problématique de leur identité, du nationalisme et de l'idéal panafricain dans ce monde globalisé. En effet, quoique l'opinion, comme le dit Foucault, ne soit en quelque sorte que « l'écume des structures plus profondes »¹, le savoir qu'elle nous offre peut donner lieu à réajuster « les écritures africaines de soi » (Mbembe 2000:4-19).

Trois moments structurent l'articulation de cette étude. Dans un premier temps, nous présentons la méthodologie et la problématique de l'enquête ; ensuite, les caractéristiques de la population atteinte et, enfin, l'analyse des réponses reçues aux questions posées avant de tirer la conclusion.

Méthodologie et problématique de l'enquête

Les résultats de cette recherche proviennent de l'enquête qui s'est déroulée sur le campus de l'Université de Lubumbashi du 10 septembre au 20 octobre 2003². Les étudiants ont accepté volontiers de répondre à la batterie de questions administrées, après que nous leur avons expliqué qu'il ne s'agissait pas d'une enquête sur des questions de politique interne du pays. Certains pensaient qu'il s'agissait d'un test organisé pour le compte d'une organisation non gouvernementale dont ils tenaient à avoir l'adresse pour y postuler un emploi.

Le questionnaire utilisé est constitué de seize questions : huit questions à choix multiples aisées à dépouiller et bien acceptées dans l'interaction de la recherche et huit autres questions ouvertes. Le questionnaire a été administré individuellement à des étudiants et ces derniers devaient répondre directement en présence de l'enquêteur sans consulter aucun support (les notes de cours, le dictionnaire ou l'Atlas). De la sorte, nous recevions l'expression du bagage intellectuel de l'étudiant qu'il garde tapi en lui.

Nous avons interrogé 323 étudiants. Ces personnes interrogées ont été choisies au hasard par la technique de *lottery* en intégrant la dimension du genre de façon à constituer un échantillon représentant à peu près 2,5 % de l'ensemble des étudiants de l'Université de Lubumbashi³. Nous avons également tenu à avoir des étudiants devant représenter l'ensemble des facultés et instituts facultaires de l'Université⁴.

Alors que, pour Mbembe (1985:7) « la génération des indépendances ne se reconnaît ni dans les idéologies de la Négritude qu'elle dénonce, ni dans celles de l'authenticité qu'elle travestit dans le rire et le mépris. Le panafricanisme ne trouve pas plus de grâce à ses yeux », nous voudrions partir de telles énonciations discursives en les confrontant aux observations empiriques pour : 1°) évaluer le degré d'intériorisation de l'impératif de l'unité de l'Afrique dans les milieux des étudiants congolais ; 2°) apprécier leur perception de l'alter africain ; et 3°) décoder si possible la configuration des imaginaires des jeunes Congolais dès lors qu'ils sont appelés à raconter l'être de l'Afrique dans le monde présent.

La population atteinte

Au regard des éléments d'identification sociale par les étudiants fournis, nous allons présenter les caractéristiques de l'échantillon atteint de manière à déterminer les catégories dont il sera ensuite possible de comparer les réponses aux diverses questions.

Tableau 1 : Répartition des étudiants échantillonnés par sexe et par âges

Sexe Âges	Étudiants	Étudiantes	Total
Moins de 19 ans	0	8	8
20- 25	75	94	169
26 et +	130	16	146
Total N = 100%	205	118	323
par sexe	(63,46)	(36,53)	

La répartition par sexe révèle une sur-représentation des étudiants par rapport aux étudiantes. Dans la distribution par âge, il convient de souligner que nous avons questionné plus de jeunes étudiantes de la tranche d'âge de 20 à 25 ans que des étudiants. Par ailleurs, dans le groupe des étudiants questionnés, aucun étudiant n'entre dans la tranche de moins de 19 ans.

Tableau 2 : Répartition des étudiants/étudiantes interrogés par faculté

Faculté Sexe	Agro- nomie	Droit	Econo- mie	Lettres	Méde- cine	Polyte- chnique	Psycho- logie	Sciences Sociales	Total %
Étudiants	20	15	31	20	20	24	26	24	55,43
Étudiantes	13	20	19	16	18	18	19	20	44,60
N= 100%	33	35	50	36	38	42	45	44	323
%/Faculté	10,21	10,83	15,47	11,14	11,76	13,00	13,93	13,62	100

Pour les sujets interrogés, il se dégage une distribution relativement équilibrée des étudiants représentant les huit facultés. C'est la Faculté d'économie qui a, en fait, une représentation élevée, suivie de la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation. Pour la Faculté de droit, le nombre d'étudiantes est élevé par rapport à celui des étudiants.

Cette brève analyse des caractéristiques des sujets constituant l'échantillon va nous aider à interpréter objectivement les résultats. Elle définit par ailleurs les sous-classes dont, en cas de besoin, il s'agira de comparer les réponses. Les sous-classes sont les suivantes : 205 étudiants et 118 étudiantes ; les 16 sous-classes de 8 facultés.

Le dépouillement du questionnaire

Pour analyser les réponses reçues à chaque question, il nous revient d'examiner tout d'abord leur modèle de distribution : y a-t-il une opinion dominante ou les avis sont-ils dispersés ? L'assertion « pas de réponse ou pas de commentaire » permet d'évaluer le degré (élevé ou faible) attaché à la question posée. Ainsi, pour chaque question, nous présentons le dépouillement général des réponses reçues, puis, si possible, les différences significatives ou très significatives entre différentes catégories de répondants. Nous subdivisons ces questions en celles de croyances, d'appréciations, d'expériences, de préférences et de valeurs.

Les questions de croyances

Nous voulons nous placer dans le débat récent qui conduit à rappeler que l'homme moderne devient de plus en plus téléspectateur s'éloignant de « l'homme imaginaire » sur lequel Gaston Bachelard aimait tant gloser. En cette ère de la vidéo-sphère, la technique moderne participant au processus de l'imagination, soit l'ouverture ou la fermeture pour le monde « ne dit pas ce qu'il faut penser, mais ce qu'il convient de croire » (Godin 1996:198). En déplaçant l'accent des croyances au croire, il convient de fixer par là que nous référons « le croire à une disposition acquise et (nous l'inscrivons) dans la dimension du temps » (Willaime 1993:9). À cet égard, huit questions sont à ranger dans cette rubrique du croire, la première étant celle du nationalisme.

1. Que représente pour vous le nationalisme ?	%
a. Une valeur indispensable pour construire l'État	65,90
b. Un discours-refuge instrumentalisé par ceux qui sont au pouvoir	12,12
c. Un obstacle à la réalisation de l'unité africaine	1,51
d. Il est dépassé à cette ère de la mondialisation	3,78
e. Pas de réponse	16,66

Sollors (1989:XI) a écrit : « le nationalisme n'est pas le réveil des nations à une prise de conscience ; il a inventé des nations là où elles n'existaient pas ». Le nationalisme joue ainsi dans l'imaginaire des jeunes Congolais son rôle primordial dans la formation de l'État-nation. En fait, le contexte de la guerre d'agression dont le Congo-Kinshasa est victime est justiciable de la prégnance de la valorisation du nationalisme dans le croire des jeunes Congolais. Ainsi se justifie cette opinion dominante reflétant cet écart entre la première assertion, « une valeur indispensable pour construire une nation » (65,94 %), qui est choisie à peu près par plus de deux quarts des répondants, alors que la deuxième assertion en ordre d'importance, « pas de réponse » reçoit seulement 16,66 %. La proposition de réponse à connotation négative, un « discours-refuge instrumentalisé par ceux qui sont au pouvoir » a reçu 12,12 % ; l'assertion dévalorisant complètement le nationalisme, « il est dépassé à cette ère de la mondialisation », est retenue par 3,78 % et l'assertion qui oppose le nationalisme à l'unité africaine, « un obstacle à la réalisation de l'unité africaine », est choisie par 1,51 %.

En fait, les étudiants ont choisi la première assertion à concurrence de 70,11 % plus que les étudiantes (29,88 %). Les étudiants de la Faculté des sciences sociales (33,33 %) ont choisi la première assertion plus que ceux des autres facultés : médecine (21,59 %), droit (11,26 %), économie et lettres (5,16 %), polytechnique (10,32 %), psychologie et agronomie (6,57 %). Les étudiantes dans l'ensemble ont choisi l'assertion c plus que ne l'ont fait les étudiants.

2. Qui aimeriez-vous être appelé ?	%
a. Un nationaliste	42,42
b. Un panafricaniste	3,03
c. Un nationaliste et un panafricaniste	29,54
d. Cela ne m'intéresse pas	18,93
e. Pas de réponse	6,06

Cette question permet au sujet interrogé de se définir dans l'espace dans lequel il vit, cette définition permettant de dégager s'il y a une antinomie entre « être nationaliste » et « être panafricaniste ». Pour Marion (1999:350-360), la définition de l'identité n'éclaire pas le débat lorsqu'elle consiste à poser des questions métaphysiques comme — « Suis-je ? » et « Que suis-je ? » alors que la perspective heureuse est celle qui pose la question « Qui suis-je ? ». Il y a bien évidemment une opinion dominante, celle de l'assertion a, « un nationaliste », retenue par 42,42 % des répondants. L'assertion c d'une définition combinée, « un nationaliste et un panafricaniste », représente 29,54 %. L'assertion e, « pas de réponse », n'a que 6,06 %. Pourtant en l'additionnant à l'assertion d, « cela ne

m'intéresse pas », on atteint un pourcentage (24,99 %) avoisinant celui de l'assertion c. L'assertion panafricaniste est choisie par 3,03 %.

Les garçons (68,38 %) ont choisi l'assertion a plus que les filles (31,61 %). Aucune fille n'a choisi l'assertion b.

3. La crise en Afrique serait due :	%
a. Au tâtonnement des jeunes États africains	8,33
b. Au néo-colonialisme qui enlace l'Afrique	38,63
c. À la surpopulation de ce continent	2,27
d. Au manque d'imagination des dirigeants africains	38,63
e. Pas de réponse	12,12

Deux assertions rivalisent dans la perception des jeunes Congolais sur la cause de la crise en Afrique : c'est l'assertion b, « le néo-colonialisme qui enlace l'Afrique » (38,63 %) et l'assertion d, « le manque de l'imagination dont font montre les dirigeants africains » (38,63 %). L'assertion e, « pas de réponse », est choisie par 12,12 % ; l'assertion a, « le tâtonnement des jeunes États africains », par 8,33 % et l'assertion c, « la surpopulation de ce continent », par 2,27 %. Les deux assertions qui représentent le même pourcentage élevé ici reflètent les débats de la littérature sur les causes de la dérive de l'Afrique, débats qui oscillent entre les deux paradigmes, celui de la modernisation et celui du « joug » (Bayart 1989 ; Amin 1989) et les étudiants congolais ne sont pas encore sortis de ces carcans théoriques. Si Mbembe (2000:5-6) a raison de relever en ce qui concerne l'Afrique le récit d'« un rapport essentiellement polémique au monde » qui tend à enfermer la doxa africaine dans une sorte de prison, il ne conviendrait pas néanmoins de lui concéder lorsqu'il écrit : « La quête de la souveraineté et le désir d'autonomie ne vont pas presque jamais de pair avec la mise en question de soi-même (la critique de soi) ». L'assertion d, pour autant qu'elle est choisie par 38,63 % ne reflète-t-elle pas une telle autocritique présentée dans l'imaginaire des jeunes ?

4. Que pensez-vous de cette opinion : « Nous, les Africains, nous sommes perdus pour toujours, nous ne pourrons jamais rivaliser avec les autres » ?	%
a. Ceci est vrai	0,75
b. Ceci n'est pas vrai	53,03
c. Ceci est vrai et cela me révolte	14,39
d. Ceci est vrai, mais c'est la faute de nos dirigeants	28,03
e. Pas de réponse	3,78

La phrase en question est citée par Kodjo (1985:223) qui la prend comme une énonciation dangereuse qui tend à obscurcir la capacité des Africains à s'assumer au présent et au futur. L'assertion b, « ceci n'est pas vrai », parce que catégorique et sans commentaire, comprend plus de la moitié des répondants (53,03 %) ; l'assertion d, « ceci est vrai, mais c'est la faute de nos dirigeants », occupe 28,03 % ; la proposition de réponse c, « ceci est vrai et cela me révolte » est choisie par 14,39 % ; l'assertion e,

« pas de réponse », a 3,78 % tandis que l'assertion a, « ceci est vrai », représente 0,75 %. Les deux propositions de réponse, c et d, qui portent des compléments d'information, lorsqu'elles sont cumulées, représentent plus du tiers des choix. Notons que cette question a intéressé davantage tous les répondants, d'où le faible pourcentage de l'assertion e, « pas de réponse ».

Il y a un fait à noter ici, c'est que les filles sont les seules à avoir choisi l'assertion a alors qu'aucun garçon ne l'a choisie. Il y a plus de garçons (83,33 %) que de filles (16,66 %) qui ont choisi l'assertion e. Il se dégage que dans les questions d'engagement, la proportion de filles est généralement faible (17,39 %) par rapport aux garçons (82,60 %).

5. L'initiative de la création d'une force de défense africaine prise au Sommet de l'Union africaine à Maputo en juillet 2003 est réaliste

	%
a. Oui	12,87
b. Non	12,12
c. Peut-être	27,27
d. C'est du folklore	20,45
e. Pas de commentaire	27,27

Cette question d'ordre pratique faisant suite à la précédente devrait nous permettre d'avoir l'opinion des jeunes sur les initiatives des Africains dans les relations internationales. Alors qu'à la question 4, la majorité de choix a porté sur la contestation de l'affirmation de l'incapacité des Africains, mis en face d'une initiative concrète, les jeunes Congolais présentent ont émis des avis différents. L'assertion c, « peut-être » et l'assertion e, « pas de commentaire », représentent chacune 27,27 % ; l'assertion d, « c'est du folklore », a reçu 20 % ; l'assertion a, « oui » a 12,87 % et la proposition de réponse b, « non », 12,12 % également.

Les deux assertions c et e participent à une égale indécision, et cette indécision traduit la justesse des remarques de Kodjo selon lesquelles « pour mieux travailler au redressement du continent, l'élite africaine se doit de pénétrer le sens de l'évolution de l'histoire afin d'appréhender certaines constantes des lois de l'évolution des peuples. Ces lois, ainsi que celles de la géopolitique et de la géostratégie, les Africains aiment à les ignorer, les considérant comme réservées à une minorité avertie » (Kodjo 1985:173-74).

6. L'unité africaine apparaît comme l'instrument du développement de l'Afrique pour lui permettre de participer à la politique mondiale et de contribuer à l'établissement de la paix en ce continent

Qu'en pensez-vous ?	%
a. Ceci est vrai	14,39
b. Ceci relève de la rêverie	8,33
c. C'est vrai, surtout par rapport à la paix en Afrique	49,24
d. Ceci est vrai, surtout pour imposer l'Afrique aux autres	12,87

e. Pas de commentaire 14,39

C'est l'assertion c, « c'est vrai, surtout par rapport à la paix en Afrique », qui reçoit presque la moitié des choix des répondants (49,24 %). Un écart se décèle entre ce choix et les quatre autres assertions. En ordre d'importance, l'assertion a, « ceci est vrai », représente 14,39 % ; l'assertion e, « pas de commentaire », 14,39% ; l'assertion d, « ceci est vrai, surtout pour imposer l'Afrique aux autres » est choisie par 12,87 % ; l'assertion b, « ceci relève de la rêverie », a 8,33 %. Entre la vision autocentrée de l'unité africaine (soit s'occuper de soi-même et régler les questions de la paix) et la vision altero-centrée du panafricanisme (soit inscrire la politique de puissance à l'agenda de la pensée), les étudiants congolais s'intéressent au problème de la paix dont l'incidence a des effets sur leur vie. Le traumatisme de la guerre dont le Congo est en voie de sortir est encore récent dans la mémoire des Congolais. Le pourcentage aussi important de l'assertion e, « pas de commentaires », doit être souligné.

En ce qui concerne les différences entre sous-classes par sexe, nous noterons que les filles ont choisi (55,55 %) plus que les garçons (44,44 %) l'assertion b. L'assertion d a été choisie par 30,61 % des filles contre 69,38 % pour les garçons.

7. Les États africains et leurs organisations internationales ont joué un grand rôle dans la résolution du conflit en RDC	%
a. Ceci est vrai	12,12
b. C'est faux	12,12
c. Ce rôle est insignifiant	28,03
d. Ils l'ont fait pousser par l'ONU	35,60
e. Pas de commentaires	12,12

Les réponses données à la question sur le rôle des organisations interafricaines au Congo conduisent à avoir la perception sur la responsabilisation sociale de ces institutions. Les réponses à cette question présentent une diversité des avis. C'est l'assertion d, « ils l'ont fait pousser par l'ONU », qui récolte 35,60 % ; l'assertion c, « ce rôle est insignifiant », est choisie par 28,03 % des répondants ; les trois dernières assertions (a : « c'est vrai » ; b : « c'est faux » et e : « pas de commentaires ») ont chacune 12,12 %. À lire *in fine* le non-dit des assertions b, c et d qui participent à une commune dévaluation du rôle des autres États africains, nous pouvons procéder à un regroupement de ces assertions et nous apercevoir qu'elles représentent les trois quarts des choix des répondants. L'assertion e, « pas de commentaires », offre de savoir qu'un nombre des jeunes Congolais ne s'intéresse pas tellement aux questions de politique internationale.

Relevons que les filles ont choisi l'assertion b pour 51,28 % plus que les garçons (48,71 %) et dans l'assertion e, il y a 74,10 % des filles qui l'ont choisie plus que ne l'ont fait les garçons (35,89 %).

8. L'Afrique a perdu son importance stratégique pour les puissances étrangères en cette ère de la mondialisation.

Qu'en pensez-vous ?	%
a. Ceci est vrai	21,21
b. Ceci n'est pas vrai	15,15
c. On le dit pour nous complexer	25,75
d. Ceci est bon pour que nous nous occupions de nous-mêmes	28,03
e. Pas de commentaires	9,84

Cette assertion est une idée répandue dans la littérature après la fin de la guerre froide. Laïdi (1993) y consacre une analyse pertinente. Il n'y a pas d'avis prédominant. L'assertion d, « ceci est bon pour que nous nous occupions de nous-mêmes », a 28,03 %. L'assertion c, « on le dit pour nous complexer », représente 25,75 %. L'assertion a, « ceci est vrai », est choisie par 21,21 %. L'assertion b, « ceci n'est pas vrai », reçoit 15,15 % tandis que l'assertion e, pas de commentaire, a 9,84 %. L'avis majoritaire représenté par l'assertion d révèle que les étudiants congolais considèrent la dévaluation de l'Afrique comme intéressante dans la mesure où celle-ci va placer les Africains devant leurs responsabilités pour assumer leur avenir.

Les questions de préférences subjectives

Les préférences subjectives reposent sur des choix qu'un répondant est appelé à faire. Il y a bien évidemment fort à parier que ces choix dépendent de certaines valeurs dont le répondant croit qu'elles peuvent concourir à un monde où il fait bon vivre. Dans cette rubrique, nous avons dégagé trois questions.

1. Citez les noms des chefs d'État africains qui, pour vous, représentent le motif de fierté africaine.

Les répondants ont été appelés à présenter cinq noms de chefs d'État, un chiffre qui représente à peu près 10% de l'ensemble des chefs d'État africains. Une assertion f, « pas de réponse », est prévue et a enregistré 3,03 %. En ordre utile, voici les cinq chefs d'État africains les plus mentionnés : a. Moammar Kadhafi avec 173 mentions, Nelson Mandela avec 155 mentions, Laurent Désiré Kabila et Thabo Mbeki, 115 mentions chacun, et Robert Mugabe, 78 mentions.

Si le peloton des mentions est constitué de ces cinq chefs d'État, il y a lieu de dire que dans l'ensemble des réponses, quarante-trois chefs d'État africains ont été cités parmi lesquels 65,11 % des noms sont ceux des hommes qui sont soit au pouvoir, soit ayant été au pouvoir jusque dans les années 90 ; 34,88 % des mentions se réfèrent à des anciens chefs d'État (pour la plupart déjà morts). Parmi les anciens chefs d'État africains, les jeunes Congolais citent en ordre utile Léopold Sédar Senghor (48 mentions), Nyerere (43 mentions), Nkrumah (40 mentions), Nasser (10 mentions) et Houphouët-Boigny (8 mentions). Le nom de Mobutu Sese Seko a reçu 33 mentions.

C'est autant dire que les jeunes Congolais n'ont pour horizon de référence que le passé récent, le passé ancien étant de plus en plus absent de leur souvenir/mémoire⁵.

2. Quel pays africain aimeriez-vous visiter ?

Les répondants avaient à citer un seul pays africain à cet égard. L'assertion, « aucun pays », reçoit 1,51 %. Trois pays africains reçoivent des mentions relativement élevées. Il s'agit de l'Afrique du Sud avec 140 mentions, l'Égypte, 55 mentions et le Nigeria, 35 mentions. Ces trois pays sont en fait des puissances émergentes en Afrique : c'est pour cela que les jeunes rêvent de les visiter.

3. Dans quels pays africains aimeriez-vous travailler ?(citez-en deux pays)

De Rosny (2002:624), dans une étude sur les jeunes au Cameroun affirme que la recherche du statut par les jeunes Africains passe par la quête du succès et à cet égard trois chemins sont aisément identifiés pour y conduire : il y a d'abord la tentative d'émigrer à l'étranger, ensuite la *feymanie* et enfin l'adhésion à un groupe de prière. Voyager à l'étranger est le rêve de beaucoup de jeunes. Sur cette question, mentionnons le fait que l'assertion, « aucun pays ne me tente pour cela », représente 13,63 %. En ordre utile, le Zimbabwe a obtenu 50 mentions, l'Égypte et l'Angola ont obtenu chacun 35 mentions, la Namibie 33 mentions et l'Afrique du Sud, 25 mentions. La ville de Lubumbashi est beaucoup branchée vers l'Afrique australe où se dirigent les hommes d'affaires. Les récits qu'ils rapportent de leurs voyages créent une configuration de l'imaginaire valorisant les conditions de vie dans ces pays de l'Afrique australe.

4. Quel est le président africain qui vous a le plus déçu ?

a. Mobutu Sese Seko	93 mentions
b. Paul Kagame	75 menions
c. Laurent-Désiré Kabila	38 mentions
d. Idi Amin	30 mentions
e. Aucune réponse	25 %

Cette question permet aux jeunes d'évaluer leurs chefs d'État en relevant les moins bons. Mobutu Sese Seko est mentionné plusieurs fois et il lui est reproché la dictature sous l'emprise de laquelle il a dirigé le Zaïre (actuellement la République démocratique du Congo). La gabegie financière et la généralisation de la corruption qui ont fini par fissurer le tissu socio-économique de ce pays sont mis au mauvais compte du dernier « Roi du Zaïre »⁶. Paul Kagame est mentionné par les jeunes Congolais qui pensent qu'il a déstabilisé la RDC, qu'il y a fait un autre génocide et qu'il est arrogant et est au service des Américains pour faire main basse sur les richesses de la RDC. L.-Désiré Kabila, le Mzee, est cité car il est mort très tôt sans avoir conduit à terme son projet politique sur le pays. Les jeunes citent aussi Idi Amin. La référence à Idi Amin par les jeunes Congolais pourrait se justifier par le fait que mort dernièrement, son nom a été cité à cette occasion par les médias internationaux et on y faisait le bilan de son règne. Yoweri Museveni est mentionné 15 fois ; Jean-Bedel Bokasa, 13 fois ; Samuel Doe 8 fois ; Léopold Sédar Senghor est mentionné 5 fois et on lui reproche le fait qu'il avait la nationalité française tout en étant chef de l'État sénégalais ; Mengitsu Hailé Mariam

3 fois. Macias Nguema n'est cité aucune fois. Vingt cinq (25) pour cent des répondants ont choisi l'assertion « aucune réponse ».

Les questions d'expérience personnelle

Dans cette rubrique, il y a deux questions. La première concerne les pays déjà visités par les étudiants et la deuxième est relative aux contacts avec des correspondants dans d'autres pays africains.

1. Quel(s) pays africain(s) avez-vous déjà visité ?

L'assertion, « aucun pays visité » représente 51,51 %. La RDC est un pays dont la population vit en majorité dans la pauvreté. La plupart des étudiants sont d'origine paysanne ; ceux dont les parents sont des fonctionnaires de l'État ne sont pas mieux lotis. Dans cet environnement postcolonial, survivre au quotidien est la transaction qui vaille : faire du tourisme est une référence qu'on cite comme étant le privilège des autres, les privilégiés de la mondialisation. Du reste, ces visites ont eu lieu non à titre de tourisme-loisirs, mais dans le cadre des « affaires », un terme qui veut dire qu'avec un peu d'argent, on tente d'y acheter des marchandises à revendre au Congo. Les jeunes Congolais se sont ainsi rendus dans ces pays limitrophes pour « casser la pierre », nous voulons dire pour faire des affaires. Les 48,48 % des répondants qui disent avoir visité un ou deux pays africains, ont mentionné la Zambie (98 mentions), le Congo-Brazzaville (33 mentions), la Tanzanie (28 mentions), l'Angola (25 mentions), le Rwanda (18 mentions).

2. Avez-vous des correspondants dans des pays africains ?	%
a. Oui	51,51
b. Non	48,48

Les jeunes Congolais de Lubumbashi ont des correspondants dans des pays africains (51,51 %). Parmi ces pays africains, l'Afrique du Sud vient en première position avec 108 mentions, suivie de la Zambie (35 mentions), du Zimbabwe (15 mentions), du Nigeria, du Cameroun, du Sénégal et de l'Angola (8 mentions chacun). Alors que l'Internet, avec des cybernets qui s'implantent partout, est presque à la portée de beaucoup, certains jeunes disent ne pas avoir des correspondants (48,48 %).

Les questions de connaissance générale

Deux questions ont offert aux sujets enquêtés l'occasion de recourir à leur bagage intellectuel pour y répondre.

1. Citez quelques écrivains et hommes politiques africains qui vous ont marqué en ce qui concerne la problématique de l'unité africaine :

a. Léopold Sédar Senghor	123 mentions
b. Kwame Nkrumah	73 mentions
c. Moammar Kadhafi	65 mentions
d. Pas de réponse	19 %

Léopold Sédar Senghor occupe la tête du peloton pour le nombre de fois de ses mentions, suivi de Kwame Nkrumah et de Moammar Kadafi. Les jeunes Congolais citent trois fois les auteurs suivants, Samir Amin, George Padmore, Cheikh Anta Diop et Jean Ngandjeu. Un professeur de l'Université de Lubumbashi, Kadony Nguway qui dispense un enseignement sur les organisations internationales africaines est mentionné huit fois. À l'évidence, il s'avère que les jeunes Congolais ne lisent pas de livres écrits sur cette question. Pour preuve, les trois premiers noms cités le sont en leur qualité d'(anciens) chefs d'État. Du reste, c'est parmi les étudiants du département des relations internationales à la Faculté des sciences sociales qu'on a mentionné les noms de ces auteurs qui ne sont pas des chefs d'État.

2. Citez quelques pays africains et leurs richesses économiques et culturelles

a. L'Afrique du Sud	123 mentions
b. Le Sénégal	88 mentions
c. Le Nigeria	88 mentions
d. L'Angola	78 mentions
e. L'Égypte	65 mentions
f. Aucune réponse	23,48 %

L'assertion f, aucune réponse, représente à peu près des répondants. Cette fraction n'a aucune idée sur des richesses économiques et culturelles que détiennent les autres pays africains. Par ailleurs, dans le dépouillement des réponses, nous avons constaté que certains répondants pouvaient aisément citer un ou deux pays sans néanmoins être capables d'en mentionner avec exactitude les ressources économiques ou culturelles. Ainsi, l'Afrique du Sud reçoit le plus de mentions (123), suivie du Sénégal (88) et du Nigeria (88 mentions), l'Angola (78 mentions) et l'Égypte (65 mentions). La Zambie est citée 58 fois ; la Libye est citée 55 fois, la Côte d'Ivoire, 53 fois ; le Rwanda est mentionné 33 fois ; l'Éthiopie, 5 fois et l'Ouganda, 3 fois.

Conclusion

Au terme de cette analyse, il y a lieu de dégager certaines évidences relativement à la problématique qui ordonne cette enquête. La première évidence est que dans les milieux étudiants au Congo-Kinshasa, le degré d'intériorisation de l'idéal panafricain est faible. En fait, entre le nationalisme et l'idéal panafricain, l'étudiant congolais préfère le premier au second. Dans le contexte de la guerre d'agression dont la RDC est victime de la part des États limitrophes, la sensibilité de la jeunesse congolaise au nationalisme se comprend. Par ailleurs, c'est à la Faculté des sciences sociales où se dispensent des enseignements sur les organisations internationales africaines et les

problèmes de l'intégration économique que les jeunes sont amenés à prendre conscience de la problématique de l'idéal panafricain⁷.

La deuxième observation concerne la perception que l'étudiant congolais a de l'alter africain. Vivant dans une société postcoloniale frappée par la crise, le jeune Congolais rêve de s'échapper de son pays. Sur ce chapitre, les jeunes Congolais sont attirés par certains pays dans leur imaginaire ; c'est le cas du Zimbabwe, de l'Afrique du Sud, de l'Égypte et du Nigeria. C'est seulement comme lieu où ils peuvent bien vivre que certains pays africains intéressent les jeunes Congolais. Quant à l'Africain comme une subjectivité, le Congolais n'en a cure. La notion de solidarité africaine se dilue comme une écriture sur le sable chez le jeune Congolais.

La troisième observation a trait à la problématique de l'être de l'Afrique dans le monde globalisé. Il y a deux versants à considérer à cet égard. D'une part, lorsque l'on veut savoir ce que le jeune Congolais pense de la crise africaine, on s'aperçoit de la prédominance de deux paradigmes en vogue : « le paradigme du joug » (Bayart 1989:25-30) rivalise avec celui qui privilégie la dynamique interne des États africains. L'imaginaire de la victimisation est aussi fort que celui de l'autocritique. D'autre part, la question sur le devenir de l'Afrique ne bouscule pas l'imaginaire du jeune Congolais. En relations internationales, le devenir des États-nations se juge à l'aune de la puissance et les États responsables se doivent de gravir tous les pics sur l'échelle de la puissance. C'est Aron (1962:60) qui, explicitant la philosophie des relations internationales, soulève cette équation lorsqu'il écrit : « L'unité politique se pose en s'opposant ». Imposer l'Afrique aux autres ne préoccupe pas le jeune Congolais. Or, un tel imaginaire devrait être à son horizon imaginaire.

Quoi qu'il en soit et suivant en cela Kahn et Bruce-Briggs (1973:311),

le futur suit des modèles types, s'aligne sur l'idée contemporaine des lois scientifiques, et forme une combinaison éclectique et synchrétique de toutes les perspectives. Même s'il existe une équation de l'histoire comme l'espèrent ceux qui voudraient modeler l'avenir, l'homme pris individuellement, en est un paramètre important. Modifiez-le et vous changerez le résultat.

À l'évidence, former le jeune Congolais aux connaissances de l'Afrique et aux enjeux géostratégiques dans le monde est un impératif pour que l'Afrique puisse compter sur le plan des nations et sortir du statut d'objet pour devenir le sujet de l'histoire. Cette formation et cette information, à l'heure de la mondialisation, ne s'acquièrent pas uniquement par l'école ; les mass-media contribuent largement à la construction des éléments participant à la constitution du bagage intellectuel des jeunes. En changeant un tantinet la paraphrase de Massimo d'Azeglio, disons que l'Afrique est faite ; resterait à faire les Africains⁸.

Notes

1. Foucault, M. cité par Freccero (1994:35).
2. L'équipe qui nous a épaulé dans la récolte des données du questionnaire fut composée des assistants Ilunga Lufulwabo et Ntambwe Kayembe et des étudiants Badibanga Badiadiabo, Kabika Etobo et Malumba Malumba.
3. Lors de la cérémonie de clôture de l'année académique 2002-2003, le 29 juillet 2003, le Recteur de l'Université de Lubumbashi a affirmé que le nombre de la population estudiantine était de 12 960. Voir Rectorat de l'Université de Lubumbashi, *Discours du Recteur*, texte dactylographié, Secrétariat du Rectorat, Unilu, juillet 2003.
4. L'Université de Lubumbashi dispose de 13 facultés et instituts facultaires. Pour des raisons de l'enquête, nous les regroupons sur la base de leur rapprochement disciplinaire et nous en avons dégagé 8. Il s'agit de : 1) la Faculté des sciences sociales, administratives et politiques ; 2) la Faculté de médecine (représentant la médecine humaine et la médecine vétérinaire) ; 3) la Faculté d'économie (représentant la Faculté des sciences économiques et l'École supérieure du commerce) ; 4) la Faculté des Lettres ; 5) la Faculté polytechnique (représentant la Faculté polytechnique, la Faculté des sciences et l'École supérieure des ingénieurs civils) ; 6) la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation ; 7) la faculté des sciences agronomiques ; et 8) la faculté de Droit.
5. Cet élément confirme la justesse de la pensée de Okolo lorsque parlant de l'identité il écrit : « L'identité, en même temps qu'elle se fonde sur un déjà-là, est d'abord une tâche, une volonté de demeurer, une projection de soi en vue d'une construction de l'avenir... Le présent et le futur plus que le passé fondent et définissent l'identité » (1990:14)
6. C'est le titre d'un film documentaire sur le règne du Président Mobutu.
7. Cette perspective d'information de la jeunesse estudiantine en République démocratique du Congo sur les questions de l'unité africaine est entrain d'être fermée : la réforme de l'enseignement universitaire initiée depuis le début de l'année académique 2003-2004 propose d'autres enseignements au département des relations internationales ; l'enseignement sur les organisations internationales africaines, par exemple, est supprimé du programme.
8. Cité par Kalinowski & Moniak-Azzopardi (2003:166).

Références

- Amin, S., 1989, *La faillite du développement dans le Tiers Monde et en Afrique. Une analyse politique*, Paris, Éditions L'Harmattan.
- Aron, R., 1962, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Éditions Calmann Lévy.
- Bayart, J.-F., 1989, *L'État en Afrique. La Politique du ventre*, Paris, Éditions Fayard.
- Decraene, P., 1980, *Vieille Afrique, Jeunes Nations*, Paris, PUF.
- De Rosny, E., 2002, « L'Afrique des migrations. Les échappés de la jeunesse de Douala », *Études*, n°3965, mai, pp.623-633.

- Dubar, C., 1996, *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, 2^e édition, Paris, Éditions Armand Colin.
- Freccero, C., 1994, « Savoir et pouvoir à l'ère de la vidéo », *Magazine Littéraire*, n°325, octobre, pp.34-35.
- Godin, C., 1996, « Imaginaire et vidéo », *Études*, n°3853, septembre, pp.197-205.
- Hein, C., 1997, « La politique et les intellectuels », *Études*, n°3861, janvier, pp.51-57.
- Kalinowski W. & Moniak-Azzopardi A., 2003, « Réemploi du religieux dans la géopolitique. Le cas des identités collectives russes et européennes », *Études*, n°3982, février, pp. 163-173.
- Kahn, H. & Bruce-Briggs B., 1973, *A l'assaut du futur*, Paris, Éditions Robert Laffont.
- Kodjo, E., 1985, *...et demain l'Afrique*, Paris, Éditions Fayard.
- Laïdi, Z., 1989, Le déclassé international de l'Afrique, *Politique étrangère*, n°3, pp. 3-21.
- Marion, J.-L., 1999, « Le paradoxe de la personne », *Études*, n°3914, octobre, pp.349-360.
- Mbembe, J.A., 1985, *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*, Paris, Éditions L'Harmattan.
- Mbembe, A., 2000, « À propos des écritures africaines de soi », *Bulletin du Codesria*, n°1, pp.4-19.
- Ntumba, L.-L., 1994, « La Communauté économique africaine : une chance pour l'Afrique? », *Zaire-Afrique*, n° 238, mars, pp.153-170.
- Okolo, O., 1990, « Identité et développement », *Revue philosophique de Kinshasa*, vol. IV, n°6, juillet-décembre, pp.9-16.
- Rectorat de l'Université de Lubumbashi, *Discours du Recteur*, 29 juillet 2003, Lubumbashi.
- Sollors, W., 1989, *The Invention of Ethnicity*, New York, Oxford University Press.
- Willame, J.-P., 1993, « Le croire, l'acteur et le chercheur. Introduction au dossier 'croire et modernité' », *Archive des sciences sociales des religions*, n°81, janvier-mars, pp.7-16.

